Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité régionale de comté de Bécancour | AR380 |

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE BÉCANCOUR,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité régionale de comté de Bécancour (la « MRC »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MRC au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la MRC conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MRC inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S12, S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la MRC à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la MRC ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la MRC.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la MRC à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la MRC à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et évènements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

FBL S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
Drummondville, le XX octobre 2025
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no. A111326

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023				
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹	
Revenus								
Fonctionnement								
Taxes	1							
Compensations tenant lieu de taxes	2							
Quotes-parts	3	2 929 554	2 888 503	3 233 708		607 997	3 233 708	
Transferts	4	3 251 577	894 700	2 326 220		1 127 657	2 341 210	
Services rendus	5	555 447	328 620	294 132		239 228	365 242	
Imposition de droits	6	22 225	175	2 384			2 384	
Amendes et pénalités	7		0	2 00 1			200.	
Revenus de placements de portefeuille	8							
Autres revenus d'intérêts	9	160 158	19 420	243 326		8 689	250 368	
Autres revenus	10	843 245	79 401	836 733		82 569	904 093	
	11	043 243	79 40 1	030 733		02 309	904 093	
Effet net des opérations de restructuration		7.700.000	4.040.040	0.000.500		0.000.440	7 007 005	
	12	7 762 206	4 210 819	6 936 503		2 066 140	7 097 005	
Investissement								
Taxes	13							
Quotes-parts	14							
Transferts	15							
Imposition de droits	16							
Autres revenus								
Contributions des promoteurs	17							
Autres	18							
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises								
municipales et de partenariats commerciaux	19							
Effet net des opérations de restructuration	20							
	21							
	22	7 762 206	4 210 819	6 936 503		2 066 140	7 097 005	
Charges		7 702 200	4210013	0 330 303		2 000 140	7 007 000	
Administration générale	23	1 183 087	1 084 285	1 014 999	10 291	36 572	878 535	
Sécurité publique	24	1 122 375	1 290 796	1 124 427	170 188	30 372	1 294 615	
	25	621 662	1 290 790	1 100 696	170 100	1 317 608	1 507 885	
Transport			00.754	89 211		1317 000	89 211	
Hygiène du milieu	26	64 784	60 754					
Santé et bien-être	27	90 461	46 159	144 543			144 543	
Aménagement, urbanisme et développement	28	3 119 554	1 652 863	2 685 433	741 666	760 808	3 377 662	
Loisirs et culture	29	118 451	160 879	179 804	1 339		181 143	
Réseau d'électricité	30							
Frais de financement	31	147 014	7 236	416 239		2 722	417 314	
Effet net des opérations de restructuration	32							
Amortissement des immobilisations corporelles								
et des actifs incorporels achetés	33	805 123		923 484 (923 484)			
<u> </u>	34	7 272 511	4 302 972	7 678 836		2 117 710	7 890 908	
Excédent (déficit) de l'exercice	35	489 695	(92 153)	(742 333)		(51 570)	(793 903)	

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
	_	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	489 695	(92 153)	(742 333)	(51 570)	(793 903)
Moins : revenus d'investissement	2 ()()() ()()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant						
conciliation à des fins fiscales	3	489 695	(92 153)	(742 333)	(51 570)	(793 903)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	805 123		923 484	14 296	937 780
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6					
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	805 123		923 484	14 296	937 780
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	560 741		411 581	32 134	443 715
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	949 897		149 637		149 637
	15	1 510 638		561 218	32 134	593 352
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	630 500		20 000		20 000
Remboursement de la dette à long terme	17 (1 151 268) (129 700) (317 085) ()(317 085)
	18	(520 768)	(129 700)	(297 085)		(297 085)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (40 667) (36 800) (16 130) (1 688)(17 818)
Excédent (déficit) accumulé	,	, ,	, ,	, ,	, ,	,
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	232 737	158 653	158 653		158 653
Excédent de fonctionnement affecté	21		100 000	100 000		100 000
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 097 268)		(491 614)		(491 614)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	()		` '/		(/
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(905 198)	221 853	(249 091)	(1 688)	(250 779)
	26	889 795	92 153	938 526	44 742	983 268
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 379 490	12 .00	196 193	(6 828)	189 365
					` '	

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Réalisations 2023			
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹	
Revenus d'investissement	1					
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Acquisition d'immobilisations corporelles						
Administration générale	2 ()()()()	
Sécurité publique	3 (40 667)(16 130)()(16 130)	
Transport	4 ()()(1 688)(1 688)	
Hygiène du milieu	5 ()()()()	
Santé et bien-être	6 ()()()()	
Aménagement, urbanisme et développement	7 (1 040 586)(1 069 474)()(1 069 474)	
Loisirs et culture	8 ()()()(,)	
Réseau d'électricité	9 () ()()(Ì	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()())(
<u> </u>	11 (1 081 253)(1 085 604)(1 688)(1 087 292)	
Propriétés destinées à la revente					<u>.</u>	
Acquisition	12 ()()()()	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et	<u>,</u>		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·			
participations dans des entreprises municipales et des						
partenariats commerciaux						
Émission ou acquisition	13 (716 040)(338 825)()(338 825)	
Financement	<u>,</u>		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·			
Financement à long terme des activités d'investissement	14					
Affectations						
Activités de fonctionnement	15	40 667	16 130	1 688	17 818	
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	16					
Excédent de fonctionnement affecté	17					
Réserves financières et fonds réservés	18	716 040	338 825		338 825	
	19	756 707	354 955	1 688	356 643	
	20	(1 040 586)	(1 069 474)		(1 069 474)	
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(1 040 586)	(1 069 474)		(1 069 474)	

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES

AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2022			
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	6 107 525	5 594 793	672 021	6 266 814
Débiteurs (note 5)	4 982 985	5 301 691	1 199 379	5 421 631
Prêts (note 6)	1 187 044	966 388	118 875	1 035 263
Placements de portefeuille (note 7)				
Participations dans des entreprises municipales et des				
partenariats commerciaux 5	30 000	30 000		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)				
Autres actifs financiers (note 8) 7	250 000	352 031		
8	12 557 554	12 244 903	1 990 275	12 723 708
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)				
Emprunts temporaires (note 9)	8 401 335	8 401 335		8 401 335
Créditeurs et charges à payer (note 10)	1 991 056	2 367 319	1 081 245	2 017 094
Revenus reportés (note 11)	2 773 181	3 327 290	34 300	3 361 590
Dette à long terme (note 12)	6 868 671	6 531 891	99 000	6 550 891
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)				
Autres passifs (note 14)				
16	20 034 243	20 627 835	1 214 545	20 330 910
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) 17	(7 476 689)	(8 382 932)	775 730	(7 607 202)
ACTIFS NON FINANCIERS	,			
Immobilisations corporelles (note 15)	17 016 578	17 178 699	54 314	17 233 013
Propriétés destinées à la revente (note 16)				
Stocks de fournitures 20				
Actifs incorporels achetés (note 17)				
Autres actifs non financiers (note 18)	18 685	20 475	4 325	24 800
23	17 035 263	17 199 174	58 639	17 257 813
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté 24	3 833 781	3 558 138	760 180	4 318 318
Excédent de fonctionnement affecté 25	100 000	313 183		313 183
Réserves financières et fonds réservés	1 765 414	1 916 466		1 916 466
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir 27	(1 420 622) (1 658 893) ()(1 608 893)
Financement des investissements en cours 28	(7 494 877)	(8 564 351)	, ((8 564 351)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs 29	12 774 878	13 251 699	74 189	13 275 888
Gains (pertes) de réévaluation cumulés				
31	9 558 574	8 816 242	834 369	9 650 611

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

^{1.} Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette					
en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au					
remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés Fonds d'amortissement	3 4				
	4				
Montant à la charge D'une partie des contribuables ou					
des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou					
des municipalités membres	6	4 271 700		314 700	3 957 000
De la municipalité (Société de					
transport en commun)	7				
	8	4 271 700		314 700	3 957 000
Par les tiers (montants affectés au					
remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada					
et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués					
au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre					
d'investissement et autres actifs	16	1 187 044		220 656	966 388
Autres	17	1 439 622	20 000	(218 271)	1 677 893
	18	2 626 666	20 000	2 385	2 644 281
	19	6 898 366	20 000	317 085	6 601 281
Dette en cours de refinancement	20 ()		()
Reclassement / Redressement	21	0.000.000	00.000	047.005	0.004.004
Dette à long terme	22	6 898 366	20 000	317 085	6 601 281

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	6 582 281
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	8 564 351
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres	-	
•	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	2 625 281
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
• ————————————————————————————————————	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	12 521 351
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des		
organismes contrôlés et des partenariats	13	69 000
Endettement net à long terme	14	12 590 351
Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	12 590 351
Quote-part dans l'endettement total net à long terme	_	
de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à		
long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-		
part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	12 590 351
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité		
(inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux		
centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à		
la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences		
d'agglomération et le portrait global)	24	

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

23. Redressement aux exercices antérieurs

Depuis le 1er janvier 2023, la MRC détient le contrôle exclusif de l'organisme Transport Collectif Bécancour-Nicolet-Yamaska. En conséquence, le solde de l'excédent (déficit) accumulé au 1er janvier 2023 a été augmenté de 266 501\$ et les états financiers consolidés de l'exercice 2022 n'ont pas été retraités. Les postes de la situation financière ont été augmentés des montants suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

ACTIFS FINANCIERS	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	106 398
Débiteurs	806 970
	913 368
PASSIFS	
Créditeurs et charges à payer	653 530
	653 530
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	259 838
ACTIFS NON FINANCIERS	
Immobilisations corporelles	5 560
Autres actifs non financiers	1 103
	6 663
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	260 941
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 560
	266 501

Certaines données financières de l'exercice 2023 du présent organisme consolidé ont été reclassées afin d'uniformiser leur présentation à celles de la MRC.